

## Burundi : la campagne de moralisation autoritaire de la société s'accélère

RFI, 22 juin 2017 Au Burundi, le président Pierre Nkurunziza a donné jusqu'à la fin de l'année tous les couples vivant en union libre pour se marier officiellement, dans ce que le gouvernement a qualifié de campagne de moralisation de la société. Son objectif est de lutter contre la surpopulation, les grossesses non désirées, surtout chez les femmes, ou encore faire aimer son pays, comme l'expliquait il y a quelque temps le porte-parole du ministre de l'Intérieur.

Les choses sont allées très vite depuis l'annonce de cette campagne. Le premier objectif affichait de recenser d'ici fin juin tous les couples vivant en union libre à travers le pays. « Notre ministre, celui de l'Intérieur et de la formation patriotique, nous a recommandé de faire vite le recensement des unions libres pour que fin juin, nous puissions donc, tous les gouverneurs, donner le rapport des ménages qui vivent en union libre. Dans notre province de Makamba, nous sommes déjà 7 000 (ménages recensés) », déclare ainsi Gad Niyukuri, le gouverneur de la province de Makamba dans le sud-est du Burundi. Il assure qu'ils ont réussi à persuader plus de 4 000 de ces ménages de légaliser leur union. Mais ce ne sont pas les seuls couples non mariés qui sont aujourd'hui dans le collimateur, il y a aussi les hommes mariés qui vivent avec une concubine. Dans ce cas, l'administration les oblige à abandonner la concubine, et à retourner vivre avec leur femme légitime. Des mariages à la pelle A travers tout le pays, des mariages ont lieu à tour de bras chaque weekend. Les provinces de Gitega (centre) ou Cibitoke (est) parlent aussi de milliers de mariages d'ici à brèves. Mwumba, la commune natale du président Pierre Nkurunziza, dans le nord du pays, détient sans doute la palme en cette matière. Son administrateur a organisé pour la seule journée du 10 juin 3 050 de ces mariages. Les autorités assurent que le succès de ce programme est le fruit de la seule « sensibilisation », mais beaucoup dénoncent les pressions de toutes sortes qu'ils subissent. D'un côté, il y a la carotte : ces couples sont exemptés des frais de mariage, et l'administration et le parti au pouvoir leur promettent la bourse pour faciliter l'avancement, ainsi qu'une dizaine de kilos de riz par famille. Cela représente un luxe pour la plupart de ces familles pauvres. De l'autre côté, il y a le bâton : ces couples sont menacés de ne plus bénéficier de soins gratuits ou risque encore l'emprisonnement à la fin de l'ultimatum présidentiel. « Nous sommes forcés de nous marier ! » Cependant, beaucoup de femmes ne cachent pas leur joie de voir enfin leur union légalisée, comme l'explique une dame de la commune natale du président Nkurunziza. « Mon mari ne peut plus me chasser comme il veut car maintenant que notre union est légalisée. S'il me chasse, je vais porter plainte et il sera obligé de me dédommager. Les femmes approuvent alors que les hommes crient qu'on leur force la main », explique-t-elle. En effet, les hommes semblent eux plutôt y aller à reculons. « Ils devraient user de sagesse en laissant d'abord les couples discuter et faire leur propre choix, regrette Thierry, un taxi-vélo de Mwumba. Maintenant l'administration te dit : " Si tu n'as pas légalisé ton union, ta femme et tes enfants ne seront pas soignés gratuitement, tu n'auras aucun papier à la commune ". Nous sommes forcés de nous marier ! Ils doivent revoir cette politique, car on te force ainsi, cela a ensuite des conséquences (négatives) sur le couple. » Il n'y a aucun débat de société autour de cette question au Burundi. Le pays est en crise et les gens ont désormais peur de s'exprimer publiquement. Les choses sont donc très claires et les « récalcitrants » sont déjà prévus. « Je vous jure qu'à la fin de cette campagne de sensibilisation, les récalcitrants seront punis conformément à la loi. Elle prévoit une peine de 50 000 à plus de 100 000 francs burundais et jusqu'à six mois de prison », explique l'administrateur de la commune de Mwumba, Emmanuel Ndayizeye. Le début d'une longue campagne de moralisation La plus ancienne ligue des droits de l'homme du Burundi, l'iteka, annonce une loi qui criminalise l'union libre, votée en catimini il y a moins d'un an. « Il y a cette volonté du pouvoir de contrôler la population. Aujourd'hui, on parle de cette loi, les fouilles-perquisitions de tous les jours, du contrôle (quotidien) des cahiers de ménage (qui recensent les habitants de chaque maison à travers tout le pays). La population n'est plus libre. Donc il y a une derive autoritaire de la part du pouvoir ces derniers jours », assure le secrétaire exécutif d'iteka qui vit en exil, Jean-Baptiste Nsabimana. En tout cas, les Burundais sont prévus. La campagne de moralisation de la société ne fait que commencer. Par exemple, le ministre en charge de la Jeunesse vient d'annoncer devant l'Assemblée nationale les femmes portant des mini-jupes, collants et autres pantalons portés bas, seront bientôt sanctionnés. Les jeunes burundais n'ont plus qu'à bien se tenir.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});